

L'autonomie de la Corse, archétype de la fausse bonne idée

Category: 2020-2030,Actualités,Global,Mafias et terrorisme,Souveraineté
8 mars 2024



Par le général (2S) Michel Franceschi, natif et résident de l'île.

L'autonomie de la Corse est à l'ordre du jour mouvementé du gouvernement, sans que l'on se soit assuré au préalable de l'onction de la communauté insulaire qu'impose cette mutation institutionnelle. Ce projet s'apparente ainsi à une privatisation politique de la Corse, au profit d'intérêts particuliers à l'affût. A cet égard, deux associations insulaires, confortées par la magistrature judiciaire, ont eu le courage de brandir le spectre d'une mafia insulaire menaçant la démocratie locale. Non, la Corse n'a nullement vocation à devenir une république bananière !

La question corse est en fait une cause nationale car toutes les régions aspirent aujourd'hui à des degrés divers à l'exercice de plus larges responsabilités locales. La solution globale du problème réside dans un indispensable aggiornamento de l'architecture administrative du pays, fondé sur une pleine application du principe de subsidiarité.

Grand chantier à vocation prioritaire, cette vigoureuse relance de la décentralisation du pays permettra l'épanouissement des particularismes régionaux sans empiétement sur la pouvoir régalien, ni mise en danger de la vitale unité de la France, que ruinerait la perspective d'une décentralisation à la carte. D'autres régions ne frappent-elles pas déjà à la porte ? Non, la

France n'a pas vocation à devenir une auberge espagnole ! Les nouvelles compétences régionales ainsi accordées seraient comparables à celles du statut actuel de la Corse, remettant ainsi le pays sur la voie du rétablissement de l'unité constitutionnelle malmenée.

Fondamentalement, l'originalité insulaire de la Corse n'est qu'une donnée géographique sans prédétermination de son statut politique qui ne dépend que du seul libre choix de sa population. Toute comparaison tentante avec d'autres îles méditerranéennes est historiquement irrecevable. La Corse est devenue française à part entière par décret de l'Assemblée Constituante du 30 novembre 1789, adopté à l'unanimité et dans l'enthousiasme à la demande des députés corses. Cette francité plus que bicentenaire de l'île a reçu une sublime confirmation avec le serment de Bastia de 1939, prêté par les Corses en réponse aux ambitions annexionnistes de Mussolini. On peut toujours le lire sur une plaque de marbre sur le boulevard Paoli à Bastia: « Face au monde, de toute notre âme, sur nos gloires, sur nos tombes, sur nos berceaux, nous jurons de vivre et de mourir Français ». Français à part entière s'entend! Aussi, avant d'envisager tout changement institutionnel, il importe de s'assurer de la validité actuelle du serment de Bastia par une consultation directe de la communauté insulaire d'aujourd'hui, à placer devant ses responsabilités et non devant un fait accompli.

N'éluons pas le côté gribouille de l'autonomie. Le droit à la différence appelle inéluctablement une différence des droits. Avec l'autonomie, la solidarité nationale dont la Corse a un besoin vital viendrait à s'effriter sérieusement, voire à disparaître. Habitants de la plus pauvre région de France, les Insulaires couperaient ainsi eux-mêmes la branche sur laquelle ils sont assis. En tout état de cause, l'insularité de la Corse, de surcroît montagne dans la mer, engendre un handicap multiformes, notamment économique, que ne compense pas sa beauté naturelle. Cette pénalisante inégalité appelle un pacte de solidarité nationale traitant tous les aspects de la question et pas seulement une continuité territoriale à l'enveloppe financière manifestement insuffisante. Il appartiendra en fin de compte au Parlement d'en décider. Il faut espérer que dans sa sagesse il rejettera ce projet, funeste non seulement pour la Corse mais aussi pour la France entière.

[Les Services Spéciaux de la Défense Nationale pendant la guerre 1939-1945 \(SR Terre\)](#)

Category: 1935-1940,1940-1942,1940-1944 : Résistances en France,1942-1945,1944 : Débarquements en France,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Guerre d'Indochine (1946-1954),L'action des services avant et après 1942,Les rapports avec la France Libre,Les rapports avec les autres réseaux,Où étaient les agents des Services spéciaux avant 1942 ?,Pourquoi la résistance des Services spéciaux est-elle si mal connue ?,Qu'est-ce que les T.R. ?,Renseignement,Services allemands,Source MAD,SR Guerre (Kleber)
8 mars 2024

Le S.R. TERRE

Au moment où un peu partout sont célébrées les grandes dates de la récente Histoire de France, il nous a paru nécessaire de rappeler à nos adhérents l'oeuvre accomplie par les Services Spéciaux de la Défense Nationale et, particulièrement, par les S.R. « Terre », « Air », « Marine »,

De nombreux Bulletins précédents ont consacré au C.E. et à la S.M. de longues pages et nous ne reviendrons pas, du moins pour l'instant, sur l'action (les Services de Sécurité Militaire et des T.R. au cours de la dernière Guerre Mondiale.

Nous commençons donc aujourd'hui par la publication d'un travail effectué par le Colonel SIMONEAU et qui porte sur le Service de Renseignements de l'Armée de Terre et son Réseau clandestin « Kléber ».

LE S.R. DE L'ARMEE DE TERRE

Le souci du renseignement a toujours hanté les Chefs d'Etat. Sous l'Ancien Régime, les Rois de France ou leurs Premiers Ministres ont toujours eu un cabinet noir, et ont employé à des missions spéciales précises, des personnages dont la petite histoire surtout a conté les aventures plus ou moins romancées.

Ce n'est que sous le Premier Empire et pour des fins aussi bien opérationnelles que politiques, que le besoin d'une organisation se fit sentir.

Le Baron VIGNON reçut en effet mission de créer et de mettre en oeuvre un Service secret chargé de la recherche et de la centralisation du renseignement, l'Empereur se réservant personnellement l'interprétation et l'exploitation.

De 1814 à 1870 on reprit les errements antérieurs, mais en présence, du danger que constituait le Reich allemand, et dans un but préventif on créa en 1873 au 2ème Bureau de l'E.M.A., une section de recherche qui, avec des fortunes diverses répondit à ce que le haut commandement de l'Armée française en espérait, et qui par la suite fut appelée couramment le « S.R. ».

Lors de l'entrée en guerre de 1914 le S.R. comptait, face à l'Allemagne trois postes installés respectivement à Mézières, Nancy et Belfort, mais ce dernier mieux placé à l'aile du dispositif des Armées, absorba les moyens des deux autres, et renseigna constamment le commandement sur le potentiel de guerre du Reich, et sur les activités de ses grandes unités au-delà des fronts de contact.

La victoire de 1918, la création de la S.D.N., les

conférences de désarmement, la limitation des forces allemandes à une Reichwher de cent mille hommes, l'activité des commissions de contrôle, tout cela diminua considérablement l'audience que le S.R. avait su acquérir pendant les hostilités.

Il fallut l'avènement d'HITLER à la tête du Troisième Reich, et la création de l'Axe pour qu'en face du nouveau danger, on se décidât à donner au S.R. des moyens mieux adaptés à la situation.

1939- 1940

L'Anschluss de l'Autriche, l'affaire des Sudètes, l'occupation totale de la Tchécoslovaquie, les préparatifs face à la Pologne, la construction de la ligne Siefried, qui s'inscrivaient dans le temps avec le triplement du nombre des grandes unités, la création d'une force offensive de Trois Corps d'Armée (XIVe, XVe, XVIe) groupant les divisions motorisées, mécanisées et blindées, accrue par la mise sur pied de deux C.A. en Autriche et un en Tchécoslovaquie furent suivis de près et signalés, dès les premiers indices, dans les délais les plus courts par le S.R. qui au 1er septembre 1939 comprenait :

- Une Direction Centrale, articulée :
 - Section de Commandement,
 - 3 Sections géographiques (1),
 - 1 Section scientifique et économique,
 - 1 Section moyens techniques et recherches,
 - 1 Section radio, photo, correspondances spéciales,
 - 1 Section Marine,
 - 1 Section Air.
 - Six postes principaux :
 - BENE à Lille, - BREM à Metz,
 - SCM à Belfort, - SER à Marseille,
 - SDRC à Toulouse, - SEA à Alger,
- ayant une composition à peu près semblable à celle de la Direction centrale mais avec une seule section géographique, la mission étant à la fois définie et localisée (2).

Chaque poste actionnait un nombre variable d'annexes légères à proximité des passages de frontière.

- Des postes extérieurs installés dans la plupart des capitales.

Ce dispositif toutefois devait être remanié dès

l'entrée en guerre, en raison de la création d'un « front » en principe imperméable. Le BREM de Metz se dessaisit d'une partie de ses moyens, au profit de deux postes d'aile BENE et SCM et de certains postes extérieurs, et devint BREP, poste accolé à l'échelon central.

Le BREP, enrichi d'une importante section économique et scientifique, fut chargé de la recherche à longue portée, en utilisant les plateformes constituées par les pays non belligérants.

Cette organisation permettait de répondre aux besoins de la conduite des opérations, et compte tenu du tempérament du Führer, un accent particulier fut mis sur tous les indices de préparatifs offensifs.

Le regroupement de troupes de toutes armes autour des formations blindées des W.K. (régions territoriales du Reich), l'accélération de l'instruction dans les camps, le remplacement dans les unités statiques d'hommes jeunes par des recrues âgées (³), signalés opportunément, montrèrent au Commandement que les Nazis n'avaient nullement l'intention de se limiter aux succès remportés sur la Pologne, et à des joutes oratoires par le truchement de Radio - Stuttgart.

Le rassemblement de forces importantes au Sud du Jutland, signe avant-coureur de l'invasion du Danemark, puis de la Norvège, bien que signalé au fur et à mesure de son exécution parut invraisemblable.

Il en fut de même plus tard, lorsque de plusieurs sources, on connut le déploiement de nombreuses formations blindées dénombrées et identifiées devant les frontières hollandaise, belge et luxembourgeoise.

Pendant la retraite de mai - juin 1940, le BREP absorba la plupart des éléments S. R. repliés du Nord, et tout comme ses voisins BENE et SCM mena le difficile combat du renseignement en manoeuvre rétrograde.

La bataille était perdue, mais le contact de l'adversaire par le renseignement était étroitement maintenu.

JUIN 1940 - NOVEMBRE 1942

La situation de fait créée par l'armistice de juin 1940 ne modifia en rien l'activité du S. R. dont le principal objectif resta la Wehrmacht.

La ligne de démarcation qui coupait la France en deux ne fut pas longtemps une gêne. Elle favorisa la réorganisation du Service et le resserrement des liaisons avec les alliés.

Le jour même où l'armistice devenait effectif, des postes légers fonctionnaient déjà à Saint-Justin (Landes), Langon (Gironde), Périgueux (Dordogne), Châteauroux (Indre), Mâcon (Saône-et-Loire).

Le 15 juillet, l'ensemble du S. R. avait repris dans la clandestinité une activité normale.

Direction P 1 Vichy-Chamalières (Puy-de-Dôme)

P 2 (ex. BREP) Vichy

P 3 (ex. BENE) Limoges

P 4 (ex. SCM) Lyon

P 5 (ex. SER) Marseille

P 6 (ex. SDRC) Toulouse

P 8 Rabat

P 9 Tunis

P 10 (ex-SEA) Alger

P 12 Liban-Syrie

Le 1er août 1940 des antennes étaient déjà en place à Paris, Marmande, Montmorillon, Châteauroux, La Madeleine (Moulins), Chalon-sur-Saône, Mâcon.

Le nombre de ces antennes se multiplia progressivement tant en zone occupée que sur la ligne de démarcation, et en juin 1941, grâce à un jeu de « boîtes aux lettres » et de filières d'acheminement dues à des concours bénévoles, les bulletins de renseignements parvenaient à destination souvent plus rapidement que par les voies régulières.

Malgré un camouflage très poussé l'ordre de bataille de la Wehrmacht était entièrement connu.

Quant aux mouvements de troupe et de matériel par voie ferrée, ils étaient signalés par les ingénieurs et cadres de la S.N.C.F. avant leur exécution avec toutes les précisions de dates et lieux d'embarquement, de débarquement ou de dernier transit vers des destinations lointaines ⁽⁴⁾.

Les ingénieurs des P.T.T. affectés aux lignes souterraines à grandes distances permirent malgré de gros risques, d'intercepter les communications téléphoniques protégées du commandement allemand. Cette opération ⁽⁵⁾, réalisée à Noisy-le-Grand puis à Livry-Gargan, sous la dénomination

de « source K » donna des résultats exceptionnels en quantité et en qualité.

Pendant toute l'année 1942 (°) . un simple accident causa sa fin, car sa réalisation ne fut jamais détectée par les services secrets allemands. Création, identification, localisation, mouvements de grandes unités, mise au point de matériels nouveaux, activités de la Gestapo, inquiétudes et récriminations du Haut Commandement, étaient devenus une pâture quotidienne dont nos alliés étaient les grands bénéficiaires, grâce à des liaisons sûres et rapides.

Outre les liaisons régulières clandestines (radio, courriers spéciaux)

sur lesquelles nous ne nous étendrons pas par discrétion, l'essentiel des renseignements recueillis par le S. R. (comme par le C.E. d'ailleurs), était instantanément acheminé chez les alliés par les voies ci-après :

- Délégation des U.S.A. à Vichy Major Bob SCHOW, Capitaine de Vaisseau SALABOT.

- Délégation des U.S.A. à Berne Attaché Militaire LEGGE.

- Ministre du Canada à Vichy : M. DUPUIS, Capitaine Aviateur CASSIDI .

Enfin, les valises diplomatiques étaient largement utilisées. Nous citerons pour mémoire simplement celle qui s'est rendue au Portugal, acheminée de temps en temps par l'actuelle Mme BIDAULT.

NOVEMBRE 1942 - AOUT 1944

L'occupation totale du territoire donna lieu à des remaniements importants dans le S.R. de l'Armée de Terre.

Les postes et leurs antennes passèrent dans la clandestinité totale ; les personnels qui faisaient l'objet de recherches précises de la Gestapo furent dirigés sur l'A.F.N. ; la Direction centrale se transporta à Alger avec son Chef le Colonel Louis RIVET. Cet exode a fait l'objet de récits dans nos précédents Bulletins (tel le Bulletin n° 5). Nous n'y reviendrons pas.

Le transfert était indispensable. Il ne fut réalisé qu'à la dernière limite du possible, après mise en place du Central clandestin (KLEBER) que dirigeait le Colonel DELOR et l'adaptation des liaisons radio

à la situation nouvelle.

Les ressources en personnel qualifié, existant en A.F.N. furent rapidement drainées pour faire face aux impératifs nouveaux :

- Liaison avec le Commandement français et allié d'A.F.N. ;
- Participation effective à la campagne de Tunisie ;
- Préparation des campagnes futures ;
- Intensification des liaisons avec la France clandestine, et avec les postes extérieurs (ceux-ci officiellement couverts par le Gouvernement de Vichy purent continuer de remplir leur mission, sauf celui de Bucarest qui rompit dès le 8 novembre 1942. L'acheminement des renseignements put se faire sans perte de temps grâce à la complaisance des Alliés, et à la tolérance des autorités locales ;
- Utilisation intensive de la plateforme ibérique ;
- Liaison avec les S.R. alliés (U.S. : Colonel EDDY ; GRANDE-BRETAGNE : Brigadier CODRINGTON ; POLONAIS : Colonel SLOWIKOWSKI).

Ainsi s'installa à Alger, rue Charras, dès la fin de 1942, la Direction des S.R. et S.M., rattachée directement au Commandant en Chef, le Général GIRAUD, installé au Palais d'Eté. Le Colonel du CREST de VILLENEUVE prit la direction du S.R. TERRE, le Colonel RONIN celle du S.R. AIR, le Capitaine de Corvette TRAUTMANN la direction du S.R. MARINE.

Le 3 janvier 1943, le Commandant PAILLOLE prenait à son tour la direction des Services de Sécurité Militaire et de C.E. et s'installait à EL-BIAR (Villa Jaïs) où déjà le Lieutenant-Colonel CHRETIEN dirigeait les services de C.E. d'A.F.N.

Aucun problème majeur ne se présenta par rapport au Commandement et aux Alliés, les chefs du S.R. bénéficiant déjà d'une large audience. Les crédits financiers, aériens et maritimes nécessaires furent obtenus sans la moindre difficulté.

Le poste de TUNIS, sous l'autorité du Lieutenant-Colonel KIEL s'installa au KEF pour la campagne de TUNISIE et découpla des antennes à BEJA, TEBOURSOUK, MAKTAR, THALA.

En outre, deux missions clandestines, respectivement aux ordres des Capitaines LACAT et PERRUSEL fonctionnèrent sur les arrières

ennemis.

Par leur activité, ces éléments, auxquels il convient d'ajouter les moyens techniques de recherche du Commandant BLACK, installé à Alger, permirent un contrôle permanent de la 5ème Armée, et des débris de l'Afrika Korps, avec pour aboutissement la reddition en rase campagne du Général von ARNIM.

Renforcée par quelques officiers évadés de France, la Direction du S.R. fut à même de créer une section d'instruction et de montage d'opérations clandestines, dont la CORSE, la SARDAIGNE et l'ITALIE, furent les premiers objectifs. Ce furent les missions : DESAULE, CHOPITEL. GRIFFI, COLONNA D'ISTRIA, entre autres.

Des antennes opérationnelles, adaptées respectivement aux C.E.F. du Général JUIN (Capitaine WEIL, Lieutenants ZUNDEL, SIMA, FREY, ROCARD) et au détachement de libération de la Corse (Capitaines HAGE, ZIMPFER, LOECHER), outre leur part indéniable aux succès, lancèrent une série de missions sur l'île d'Elbe et l'Italie du Nord.

Mais la préparation des opérations de libération du territoire national resta la préoccupation principale des chefs du S.R. à Alger. Leur atout maître était le S.R. clandestin KLEBER.

Après l'éphémère direction du Colonel DELOR, celui-ci avait subi, en 1943, quelques coups durs (arrestations des Colonels LOMBARD, PELLISSIER, BERTRAND, Commandants HENRY, SCHMITT, Capitaines MAUER, BOUREAU, MISOFFE, notamment) et le problème de son commandement s'était posé à deux reprises. Finalement c'est au Commandant LOCHARD qu'échut cette lourde responsabilité. Jeune, mais déjà chevronné, prudent, bon technicien, celui-ci avait pris, en accord avec Alger, des dispositions qui lui permettaient de faire face aux besoins des forces alliées dans la triple éventualité de débarquements simultanés ou successifs sur les côtes de la Manche, de l'Atlantique ou de la Méditerranée.

Il lui fallait compléter et étoffer son dispositif, ce qui fut fait en implantant par atterrissages clandestins, parachutages, voie sous-marine, ou voie terrestre via Espagne, des équipes nouvelles bien pourvues en moyens de travail, et disposant de refuges sûrs.

Ainsi furent lancées d'Alger ou de Londres, sept missions de septembre 1943 à juin 1944 : « GALLIEN », couloir Rhodanien ; « ISIDORE »,

Bourgogne, Franche-Comté ;« PERNOD », Bourbonnais, Charolais ; « PIERRE », Plateau Central ; « CATINAT », Hautes et Basses-Alpes, Isère, Drôme ; « SCALA », Ile-de-France, Normandie ;« PANZER », Poitou, Charentes, Aquitaine. Deux autres au début d'août 1944 :« JORXEY », Doubs, Haute-Saône, Belfort ; « CAROLLES », Jura, Doubs.

L'hypothèse d'un débarquement en péninsule balkanique n'était pas écartée. Toutefois ce territoire dont la situation politique était encore incertaine était l'apanage des grands alliés. Il n'y fut envoyé que deux missions dans la région de LJUBLIANA, en complément de celles qui opéraient en Italie du Nord et en vue de pénétrer le dispositif allemand dans la partie sud du Reich.

L'acheminement des courriers, les liaisons d'officiers complétant des contacts radio pratiquement permanents en dépit des activités allemandes de repérage par radio - goniométrie, permirent au Haut Commandement allié de choisir en toute connaissance de cause, les lieux et dates des débarquements. Les organisations de défense côtière étaient connues du S.R. Terre dans tout leur détail, ainsi que l'ordre de bataille des armées d'occupation, de sorte que les débarquements du 6 juin 1944 et du 15 août en Normandie et en Méditerranée connurent une fortune qui combla les espérances les plus optimistes.

AOUT 1944 - MAI 1945

La continuité de la recherche était un impératif, comme aussi la jonction effective avec les équipes clandestines et la liaison permanente avec la Sécurité Militaire (opérationnelle et territoriale) et les équipes C.E. (T.R.).

La création du S.R.O. (S.R. Opérations), formation de marche du S.R. fut ainsi décidée en mars 1944. Le Commandant SIMONEAU eut la charge de cette lourde responsabilité.

Débarqué avec les premiers éléments de l'Armée de LATTRE, le S.R.O. ne comprenait initialement que trois antennes provenant des éléments qui opéraient en Italie et en Corse (un détachement léger aux ordres du Capitaine DOUIN opéra en outre à la demande des alliés avec la T. Force

U.S.).

Dès la libération de Marseille, il se grossit des équipes clandestines dont la mission était achevée et qui furent rapidement adaptées à la recherche en guerre de mouvement.

La jonction avec le S.R. KLEBER devint effective à l'arrivée de l'Armée à Mâcon.

La stabilisation de la Première Armée à BESANÇON permit de réaliser:

- Une intégration plus étroite des anciennes équipes clandestines
- Une mise en place d'agents dans la trouée de Belfort et en Haute Alsace
- L'adaptation d'une importante équipe à la VII e Armée U.S. (S.D.A.7) ;
- L'établissement d'une liaison avec une formation du S.R. français de Londres (Colonel RETHORE) qui opérait avec la III e Armée U.S.
- La création d'un centre d'instruction et d'une section de recherche du renseignement scientifique - L'utilisation de la plateforme helvétique pour la pénétration en Allemagne du Sud.

L'adaptation des antennes à toutes les grandes unités engagées s'avéra particulièrement efficace, tant pour la diffusion du renseignement, que pour la mise en place des agents par infiltration, ou pour le recueil de ceux-ci.

Une antenne fut laissée sur le front des Alpes et une autre participa aux opérations du front Atlantique.

Bien que disposant de l'O.S.S. - G2, le Commandement américain qui constatait la qualité des renseignements portant l'attache du S.R.O., donna les plus grandes facilités matérielles aux éléments français qui opéraient dans sa zone et qui initialement n'étaient adaptés qu'à la 2ème D.B. du Général LECLERC.

Il fallait faire vite. Profitant de la confusion qui régnait en Allemagne, des agents (transfuges de la Wehrmacht et volontaires français) furent poussés jusqu'au coeur du Reich, mais la nécessité de recueillir le renseignement et de le transmettre dans les plus courts délais amena certains officiers à pousser des pointes audacieuses à l'intérieur du dispositif ennemi, et même à prendre des initiatives particulièrement risquées.

Le 8 mai 1945, le S.R.O. partout en liaison avec les S.M. ou le C.E. était déployé comme suit :

- P.C. arrière : KARLSRUHE ;
- P.C. avant : UBERLINGEN ;
- Antennes à: CONSTANCE, LINDAU, DORNBIRN, FELDKIRCH, BERCHTESGADEN, DEGERLOCH, LEIPZIG.

Ce dispositif, par la suite, fut réajusté en raison de :

- La répartition des zones d'occupation entre les Alliés ;
- La démobilisation du personnel appartenant aux réserves ;
- La création d'un S.R. en zone française d'occupation en Autriche ;
- L'envoi de volontaires en Indochine.

Au 1er août 1945, transporté à Baden-Baden, le S.R.O. devenu direction du S.R. en Allemagne était articulé en deux sous-directions :

- S.D. Nord : à LANDAU (PFALZ) ; Antennes : à COBLANCE - WORMS.
- S.D. Sud : à SCHEWENINGEN (WURTEMBERG) ; Antennes : à TUBINGEN (DORNBIRN).

Pendant ce temps, à Paris, la Direction Générale des Services Spéciaux (D.G.S.S.), dirigée par M. SOUSTELLE, s'était installée fin août 1944, boulevard Maunoury et boulevard Suchet.

Des considérations qui n'avaient rien à voir avec la technique de la Recherche du Renseignement avait peu à peu écarté de leurs postes les anciens chefs des S.R. Guerre et Aviation (7).

Une organisation nouvelle « chapeautait » les Services Spéciaux sur l'impulsion des Colonels DEWAWRIN et MANUEL.

En fait, les éléments centraux des anciens S.R. s'étaient effacés au bénéfice des équipes du B.C.R.A, de Londres et d'Alger. Seul le C.E. (S.M. et T.R.) avait conservé la direction et la structure mises sur pied à Alger par le Commandant PAILLOLE.

Rattachés à la Présidence du Conseil, et non plus au Commandement en Chef, les Services Spéciaux devaient encore subir dès 1945 une transformation profonde.

La guerre s'achevait.

La D.G.S.S. disparaissait à son tour et faisait place à la D.G.E.R. (Direction Générale des Etudes de Recherches), sous la Direction du Colonel DEWAWRIN (PASSY).

Plus tard encore la D.G.E.R. devait laisser la place au S.D.E.C.E.

CONCLUSION

La meilleure conclusion qui puisse se tirer de l'exposé précédent est sans aucun doute de tenter

de résumer les résultats obtenus.

Nous empruntons au Général NAVARRE, ancien chef de la Section Allemande du S.R. et du Deuxième Bureau du Général WEYGAND, l'exposé succinct qui suit :

I. - Résultats obtenus avant la guerre

Le S.R. disposait d'un remarquable réseau d'informateurs. Certains admirablement placés.

La plupart avaient été recrutés de longue date, certains même pendant l'occupation de la rive gauche du Rhin, après 1918. Ils continuaient à travailler malgré les conditions très difficiles créées par l'avènement du nazisme. Le recrutement, depuis 1935, était devenu très ardu, mais continuait.

La reconstitution de l'armée allemande a été suivie du début à la fin sans aucune lacune dans aucun domaine.

Les grands événements politico-militaires ont tous été décelés à temps, et la plupart avec une très grande précision.

Le Commandement français et par conséquent le Gouvernement en furent avisés dans des conditions de temps permettant les meilleures exploitations :

- Réoccupation de la rive gauche du Rhin ;
- Anschluss ;
- Occupation de la Tchécoslovaquie ;
- Tractations russo-allemandes ;
- Concentration sur la Pologne ;
- Menace sur Dantzig, etc. etc.

Au surplus toute cette phase de l'activité du S.R. apparaît parfaitement dans le livre du Chef du Deuxième Bureau de l'Etat-Major de l'Armée de cette époque, le Général GAUCHE :« Le Deuxième Bureau au travail ».

Nul témoin n'était plus qualifié pour informer l'opinion de l'oeuvre magistrale accomplie avant la guerre par le S.R.

II. - Résultats obtenus pendant la « drôle de guerre »

S'il était besoin d'un témoignage irréfutable de l'action du S.R., pendant cette période, il conviendrait de se reporter aux archives de la Cour de Riom. Le Président CAOUS et le Procureur Général CASSAGNEAU ont confirmé les indications qui vont suivre et rendu un

éclatant hommage à la clairvoyance du S.R.

- La mobilisation de l'armée allemande a été suivie unité par unité, sans aucune lacune ni erreur.
- Il en fut de même de la concentration des unités allemandes face à la Pologne, d'une part, à la France, au Danemark, à la Belgique et à la Hollande, d'autre part.
- La répartition des forces a toujours été parfaitement indiquée au Haut Commandement Français, pendant la campagne de Pologne, pendant l'intervalle des campagnes de Pologne et de France.

Le transfert vers l'Ouest des grandes unités ayant pris part à la campagne de Pologne a été suivi intégralement par le S.R. Français, sans que jamais une grande unité allemande eût été perdue de vue pendant plus de 24 heures.

- Le dispositif allemand à la veille du 10 mai 1940 était connu dans les moindres détails, ainsi que les possibilités de manoeuvre qu'il portait en germe.

- La date et le lieu de l'attaque du 10 mai 1940 ont été communiqués au Commandement Français avec quelques réserves dès la fin mars 1940, et, avec certitude dès avril 1940.

- La constitution des armées de terre et de l'air allemandes a été tenue à jour sans lacune et cela aussi bien pour leur composition que pour leur équipement et leurs armes, et, pour si paradoxal que cela puisse paraître, le S.R. français a donné de l'armée allemande une description plutôt surévaluée : c'est ainsi que le nombre de chars des divisions blindées allemandes a été surévalué de 10 à 15 %, du fait que les sorties d'usine étaient en retard sur les prévisions.

- Au cours de la campagne de France l'essentiel des mouvements allemands a été identifié de bout en bout. En particulier chaque division blindée a été suivie sans aucune erreur grâce à l'interception et à l'exploitation de tous les messages de commandement des grandes unités allemandes. Ainsi purent être annoncées et décrites : l'attaque sur la Meuse, la marche vers la Manche, les regroupements en vue des attaques sur la Somme, en Champagne, etc., etc.

Il est permis d'affirmer avec le Général WEYGAND et la Cour de Riom, que le S.R. a admirablement

rempli sa mission et qu'il n'a aucune responsabilité dans le désastre de 1940.

III. - Résultats obtenus pendant l'occupation

Jamais le travail sur l'Allemagne et l'Italie n'a été interrompu, ni diminué le rendement du S.R. L'ordre de bataille de l'ennemi fut constamment tenu à jour avec une précision quasi absolue.

L'acharnement de l'Abwehr et de la Gestapo à poursuivre et à détruire les postes du S.R. KLEBER, serait s'il le fallait, une preuve supplémentaire de l'efficacité du S.R. TERRE et de l'aide décisive apportée par lui au Haut Commandement allié jusqu'à la Libération du Territoire.

Ainsi il est possible d'affirmer que le S.R (et le C.E.) ont été les premiers en date des réseaux de résistance et nous ajoutons que ce ne fut que normal.

Il nous paraît intéressant, à propos de cette période de l'action S.R. dont l'utilité a été si souvent contestée par les détracteurs de nos Services, de compléter l'exposé du Colonel SIMONEAU par ce témoignage ⁽⁸⁾ du Général WEYGAND - en date du 31 mars 1949. Nous le devons à l'obligeance du Colonel GASSER :

« ...Les Services de Renseignements ayant été supprimés par les Allemands, il n'existait officiellement à mon Etat-Major qu'un Deuxième Bureau (dirigé par le Commandant NAVARRE).

Le S.R. était donc clandestin...

Il y fonctionnait un système ayant pour but de transmettre dans les plus courts délais à la force d'intervention de Malte tous les renseignements recueillis par les postes établis sur la côte orientale de Tunisie et par l'aviation de Tunis sur les convois allemands et italiens se dirigeant vers la Tripolitaine en suivant les côtes françaises. Les renseignements transmis furent nombreux et aboutirent à la destruction d'un certain nombre de ces navires.

NOTES :

(¹) A - Allemagne - Europe centrale. B - Italie - Europe méridionale - Méditerranée. C - U.R.S.S. - Japon - Chine.

(²) Priorités pour les 3 premiers postes :

*BENE 6° et 10° W.K. (de MUNSTER et BREME).
BREM 12, et 9° W.K (de MAYENCE et KASSEL.
SCM 7° et 5° W.K. (de MUNICH et STUTTGART).*

(³) Personnels qui par suite du traité de 1919 n'avaient pas fait de Service Militaire.

(⁴) Les transports routiers de ravitaillement étaient imposés dans la plupart des cas aux transporteurs routiers français. Ceux-ci groupés en C.O.T.R. (Comité d'Organisation des Transports Routiers) sous la présidence de M. Robert SIMON, se mirent spontanément à la disposition du S. R.

(⁵) Conception et réalisation Ingénieurs COMBAUX et KELLER. Exploitation JUNG, ROCARD, RIESS.

(⁶) La source « K » ne fut découverte que le matin de Noël 1942 par un détachement de Landeschützen qui prospectait des cantonnements.

(⁷) Le Général Louis RIVET a largement exposé dans des Bulletins antérieurs les conditions souvent décevantes et irritantes de ces transformations.

(⁸) Témoignage et documents recueillis par la Commission d'Enquête parlementaire (Tome VI, pages 1660 et 1661).

Sources : Bulletins N° 43 et 44

Disparition de Henri Frenay-un soldat precursseur de la Resistance

Category: 1940-1944 : Résistances en France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Extraits de bulletin, Henri Frenay
8 mars 2024

Le 6 août 1988, Henri Frenay s'est éteint à Porto-Vecchio, où il résidait avec son épouse d'origine Corse. La Presse, la Radio, la T.V. ont, en général, rendu un juste hommage à ce grand Français qui a marqué l'histoire de la Résistance de sa forte et généreuse personnalité.

Hommage insuffisant à mon sens, car qui peut vanter d'avoir sur le sol de France, dès juillet 1940, sacrifié sa carrière de militaire, risqué sa liberté et sa vie, pour se lancer à corps perdu dans la lutte contre l'invasisseur ?

Je fus témoin de son engagement, de sa volonté farouche, de sa foi en la France. Il était mon ami. Depuis ce jour d'octobre 1925 où la tradition saint-cyrienne a fait de lui mon initiateur dans le métier des armes, nous ne nous sommes jamais perdus de vue.

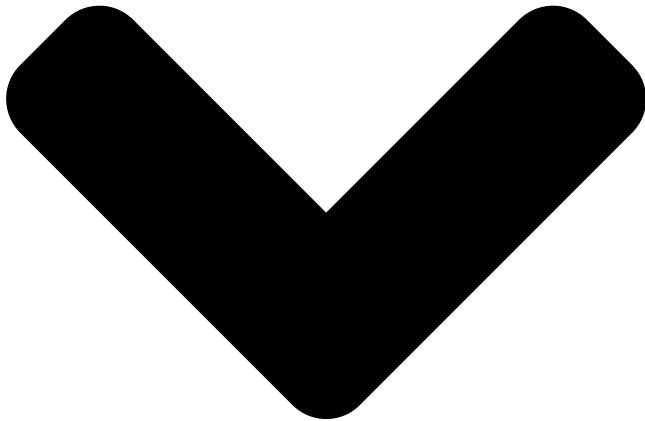
Il fut pour moi un « ancien » attentif et fidèle, toujours prêt à m'aider dans ma vie de soldat. J'ai dit dans « [Services Spéciaux 1935-1945](#) » ce que furent nos destinées après la défaite de 1940. Pour nous deux le combat continuait.

Lui, décidé à quitter l'Armée pour échapper à sa discipline et agir librement contre l'occupant. Moi, décidé à rester dans l'Armée pour en utiliser les ressources et pour suivre notre mission de Défense. Choix crucial.

Il comprit mes motivations et celles de mes camarades. Ce fut, dès lors, entre nous, une collaboration confiante qui ne se démentit jamais des intrigues partisans et des rivalités de personnes. En France comme en A.F.N., de 1940 à 1945.

Décès de Laurent Preciozi dernier survivant de l'opération Pearl Harbour en Corse

Category: Archives du site
8 mars 2024



(Laurent Preziosi - Photo d'archives: JCP-AASSDN)

PARIS, 9 nov 2010 (AFP) - Laurent Preziosi, qui était le dernier survivant français de la mission Pearl Harbour en Corse occupée, est décédé vendredi à l'âge de 98 ans, a annoncé mardi sa famille dans le carnet du Figaro.

Né le 22 juin 1912 en Algérie, d'une vieille famille corse, lieutenant de réserve, Laurent Preziosi avait été choisi, en raison de ses nombreuses relations politiques et syndicales sur l'île, pour participer à la mission Pearl Harbour (de décembre 1942 à mars 1943). Cette opération secrète, montée par les services spéciaux d'Alger avec l'appui des services américains, avait pour but de préparer le débarquement pour libérer la Corse occupée par des forces germano-italiennes. Le commando initial, qui fut débarqué en Corse le 14 décembre 1942 par le sous-marin Casabianca, comptait quatre hommes : le chef, Roger de Saule, un Belge de 53 ans, deux cousins, Toussaint Griffi, 32 ans, et Pierre Griffi, 28 ans (fusillé en août 1943), et Laurent Preziosi, 30 ans. L'année précédente, Laurent Preziosi avait déjà établi des contacts en Corse. Après son arrivée, le commando se scinda en deux pour structurer les réseaux déjà établis dans toute l'île. En février 1943, le sous-marin Casabianca livrait des centaines d'armes automatiques et des dizaines de milliers de balles. Repérés par l'Ovra (contre-espionnage italien), Laurent Preziosi et Toussaint Griffi regagnèrent Alger un mois plus tard par le Casabianca. La mission Pearl Harbour permit de coordonner les réseaux de résistance en Corse qui fut le premier département libéré dès septembre 1943 par un

débarquement. Laurent Preziosi était officier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite. Il était également détenteur de la Croix de guerre avec palmes et étoiles et de la médaille de la Résistance.

Voir également la fiche descriptive de l'opération Pearl Harbour sur Wikipedia :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Mission_secr%C3%A8te_Pearl_Harbour

Voir différents extraits de notre Bulletin interne concernant l'opération et où le nom de Laurent Preziosi est cité :

[L'AASSDN ET LE 40 EME ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DE LA CORSE](#)

[LA CORSE SE SOUVIENT](#)

[PIERRE GRIFFI HEROS DE LA RESISTANCE CORSE](#)

[CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA LIBERATION : Parlons encore de la Corse](#)